

Art. 12. De steun bedoeld in artikel 3 maakt het voorwerp uit van een Europese cofinanciering (EFRO).

Art. 13. § 1. De dienstverleners zijn voor de cheque circulaire economie de dienstverleners erkend in het kader van de artikelen 32 en 34 van het decreet van 21 december 2016 waarvan de bevoegdheden en de expertise in overeenstemming zijn met de in aanmerking komende kosten bedoeld in artikel 7, § 1.

§ 2. Vanaf 1 januari 2019 kunnen, overeenkomstig artikel 10 van het decreet van 21 december 2016 en de artikelen 12 tot 14 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 enkel de door de Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling en Onderzoek gelabelde dienstverleners na advies van het referentiecentrum en een specifiek adviesverleningscentrum prestaties leveren voor de cheque circulaire economie.

In het kader van de cheque circulaire economie wordt het specifiek adviesverlenend centrum verstaan in de zin van Beleidsgroep Leefmilieu van SOWALFIN.

Art. 14. In het kader van de cheque circulaire economie voegt de dienstverlener, naast de minimumgegevens gevraagd in artikel 20 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017, bij zijn factuur een uitvoeringsverslag waarin minstens volgende informatie voorkomt :

1° de omstandige planning van de effectieve prestatiedagen;

2° bij onderaanneming, de identiteit van de onderaannemer en zijn prestatiedatums;

3° in voorkomend geval, een onderscheid tussen de prestaties verricht in het kader van de overeenkomst en de prestaties die buiten de overeenkomst vallen;

4° volgende verwoording :

“Het bedrag van... euro, beantwoordend aan cheque nr. [chequenummer], wordt door de emittent van de cheque uitgegeven, opgedeeld tussen een overheidstegemoetkoming van... euro, en een aandeel van... euro gestort door de gerechtigde, vereffend.

Het te betalen saldo bedraagt dus... euro en beantwoordt aan... (bv.: BTW, reiskosten...)”.

Art. 15. Overeenkomstig het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de rapportage van de Waalse overheidsbestuursseenheden, in het kader van de controle en de inning bedoeld in afdeling 6 van hoofdstuk 1 van het decreet van 21 december 2016 kan de Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling, Onderzoek of iedere andere entiteit waaraan deze taak zou zijn toevertrouwd overeenkomstig artikel 2, § 1, lid 2, van dit besluit, elk nuttig stuk opvragen waaruit blijkt dat de steun aangewend wordt voor de doeleinden waarvoor hij is toegekend.

HOOFDSTUK III. — Slotbepaling.

Art. 16. Dit besluit treedt in werking op 8 april 2019.

Namen, 4 april 2019.

P.-Y. JEHOLET

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/202956]

4 AVRIL 2019. — Arrêté ministériel portant exécution partielle, en matière de transformation numérique de l'entreprise, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1^{er}, 3, 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré

Le Ministre de l'Economie et du Numérique,

Vu le décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré, les articles 1^{er}, § 3, 1^o, 3^o et 4^o, 2, alinéa 1^{er}, 6, § 1^{er}, alinéa 3, et § 2, alinéas 1^{er} et 2, 1^o et 2^o, 7, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et § 2, alinéas 1^{er} et 3, 1^o et 2^o, 9, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et § 2, 10, § 2, alinéas 1^{er} et 2, et § 3, alinéa 1^{er}, 11, 12, 14, alinéas 1^{er}, 1^o, 2^o, 3^o, 5^o et 6^o, et 2, 37 et 38, alinéa 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1^{er}, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré, les articles 5, 6 et 20;

Vu le rapport du 12 décembre 2018 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 31 janvier 2019;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 mars 2019;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 5 février 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté ministériel, l'on entend par :

1^o le décret du 21 décembre 2016 : le décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré;

2° l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1^{er}, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 relatif portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré;

3° la plateforme web : l'application web, visée à l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 6°, du décret du 21 décembre 2016, accessible à l'adresse www.cheques-entreprises.be;

4° l'entreprise : l'entreprise définie à l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, du décret du 21 décembre 2016 et ne relevant pas des secteurs suivants :

a) le secteur de la pêche et l'aquaculture (code NACE-BEL : 03.);

b) le secteur de la production primaire de produits agricoles (code NACE-BEL: 01.1 à 01.5);

5° le porteur de projet : toute personne telle que définie à l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, du décret du 21 décembre 2016 et qui respecte les conditions visées à l'article 3 du présent arrêté, en ce compris les indépendants à titre complémentaire;

6° la maturité numérique : le niveau de maîtrise et d'usage des technologies digitales par l'entreprise sur les plans suivants, à l'exclusion des aspects de communication externe, d'outils marketing et commerciaux :

a) les infrastructures : technologies, hardware;

b) les processus internes : flux d'information et processus de production;

c) la gestion des ressources humaines : nouvelles formes d'organisation du travail.

Art. 2. Les aides octroyées en vertu du présent arrêté concernent le portefeuille intégré relatif aux chèques de la thématique « numérique ».

Art. 3. Les dossiers relatifs aux aides du portefeuille intégré sont traités par tout agent de niveau A, B, C ou D tel que défini dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, désigné par le directeur général du « Service public de Wallonie Economie, emploi, recherche ».

La décision de recevabilité, de paiement, du contrôle et du recouvrement des aides du portefeuille intégré relève de tout agent de niveau A tel que défini dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, désigné par le directeur général du « Service public de Wallonie Economie, Emploi, Recherche ».

Art. 4. Lors de l'introduction, le dossier contient les documents suivants :

1° la demande de chèque générée par la plateforme;

2° la convention entre bénéficiaire et prestataire générée par la plateforme. Cette dernière peut être complétée par des éléments spécifiques à l'aide sollicitée;

3° l'attestation de minimis téléchargeable sur la plateforme;

4° l'attestation PME téléchargeable sur la plateforme.

Lors de la clôture du chèque, le dossier contient les documents suivants :

1° le rapport de prestations généré par la plateforme. Ce dernier peut être complétée par des éléments spécifiques à l'aide sollicitée;

2° la facture émise par le prestataire.

La demande introduite par un porteur de projet ne doit pas contenir les documents repris au § 1^{er}, 3° et 4°.

Art. 5. Les chèques de la thématique « numérique » ont pour finalité de contribuer à la transformation digitale des entreprises et d'accroître leur maturité numérique en vue d'améliorer leur compétitivité et leur pérennité ainsi que favoriser la prise en compte de la cybersécurité au sein des entreprises wallonnes.

Les coûts admissibles couverts par les chèques de la thématique « numérique » relèvent du pilier « conseil » du portefeuille électronique de l'entreprise et concernent :

1° la réalisation d'un audit ou d'un diagnostic, compris comme étant l'examen de la situation actuelle et l'analyse des besoins;

2° les prestations d'accompagnement au suivi de la mise en œuvre d'un plan d'actions ou à la mise en place d'une politique spécifique;

3° l'inscription et l'abonnement aux espaces de coworking.

Sont exclus les coûts de réalisation effective et de mise en œuvre des plans d'actions. De même, s'il est permis de facturer séparément les différentes phases d'une même prestation, ne sont pas admissibles les facturations portant sur des prestations récurrentes ou routinières effectuées par un prestataire pour compte d'un même bénéficiaire.

Art. 6. Les chèques de la thématique « numérique » sont les suivants :

1° le chèque « maturité numérique »;

2° le chèque « cybersécurité »;

3° le chèque « coworking ».

Ils sont accessibles aux porteurs de projets en ce qui concerne le chèque coworking et aux entreprises pour les trois chèques de la thématique.

Art. 7. Outre les secteurs exclus à l'article 1^{er}, 4^o, sont également exclus, pour les chèques visés à l'article 6, 1^o et 2^o, les secteurs suivants :

- 1^o 61.10 : Télécommunication filaire;
- 2^o 61.20 : Télécommunication sans fil;
- 3^o 61.30 : Télécommunication par satellite;
- 4^o 62.01 : Programmation informatique;
- 5^o 62.02 : Conseil informatique;
- 6^o 62.03 : Gestion d'installations informatiques;
- 7^o 62.09 : Autres activités informatiques.

Art. 8. § 1^{er}. Le pourcentage de l'aide relative aux coûts admissibles des chèques « maturité numérique » et des chèques « cybersécurité » est de septante-cinq pourcents.

Le pourcentage de l'aide relative aux coûts admissibles des chèques « coworking » est de quatre-vingt pourcents.

§ 2. Le montant total de l'intervention publique octroyée par bénéficiaire sur trois années dans le cadre des chèques numériques est limité à 80.000 euros.

Pour les chèques visés à l'article 6, 1^o, le montant maximal de l'intervention publique par bénéficiaire est de 60.000 euros sur trois années.

Pour les chèques visés à l'article 6, 2^o, le montant maximal de l'intervention publique par bénéficiaire est de 60.000 euros sur trois années.

Pour le chèque visé à l'article 6, 3^o, le montant maximal de l'intervention publique par bénéficiaire est de 5.000 euros sur trois années.

§ 3. Les prestations de services sont réalisées dans les douze mois à dater de la recevabilité du dossier.

Art. 9. Seuls les prestataires labellisés par le « Service public de Wallonie Economie, Emploi, Recherche », après avis du centre de référence et, le cas échéant d'un centre d'avis spécifique, pour les coûts admissibles du chèque numérique, conformément à l'article 10 du décret du 21 décembre 2016 et aux articles 12 à 14 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017, peuvent réaliser les prestations de conseil de ce chèque.

Dans le cadre du chèque « cybersécurité », le centre d'avis spécifique est entendu comme le centre géré par l'Agence du Numérique.

Dans le cadre du chèque « coworking », seuls les prestataires faisant partie du réseau « Coworkinggital Wallonia » peuvent réaliser des prestations.

Un prestataire de services ne peut pas réaliser une prestation visée par le présent arrêté pour une entreprise dans laquelle il est impliqué de quelque manière que ce soit dans la gestion ou le contrôle.

Art. 10. Les types de coûts admissibles au travers du chèque maturité numérique concernent les coûts relatifs :

1^o à la réalisation d'un audit ou d'un diagnostic portant sur les besoins en termes de développement de la maturité numérique de l'entreprise;

2^o aux prestations d'accompagnement visant le suivi de la mise en œuvre d'un plan d'actions pour rencontrer les besoins identifiés dans le cadre de l'audit ou du diagnostic de maturité numérique.

Dans le cadre d'un chèque relevant exclusivement des coûts repris à l'alinéa 1^{er}, 2^o, complémentairement à l'article 4, le dossier de demande pour le chèque « maturité numérique » comprend le diagnostic de maturité numérique, réalisé au sein du dispositif ou non.

Art. 11. Les types de coûts admissibles au travers du chèque « cybersécurité » concernent les coûts relatifs :

1^o à la réalisation d'un audit/diagnostic portant sur la situation de l'entreprise en termes de cybersécurité jusqu'à la préparation du cahier des charges ou portant sur une labellisation basée sur les processus existant en terme de cybersécurité;

2^o aux prestations d'accompagnement visant le suivi de la mise en place d'une politique de cybersécurité pour rencontrer les besoins identifiés dans le cadre de l'audit ou du diagnostic cybersécurité.

Dans le cadre d'un chèque relevant exclusivement des coûts repris à l'alinéa 1^{er}, 2^o, complémentairement à l'article 4, le dossier de demande pour le chèque cyber sécurité comprend le diagnostic de maturité numérique, réalisé au sein du dispositif ou non.

Art. 12. Les types de coûts admissibles au travers du chèque « coworking » sont les coûts relatifs à la prise en charge de l'inscription et de l'abonnement, pour une durée minimale de trois mois et maximale d'un an aux espaces de coworking installés sur le territoire wallon, durant la phase de création et de lancement de l'entreprise.

Art. 13. Dans le cadre du chèque numérique, outre les éléments minimaux demandés à l'article 20 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017, le prestataire joint à sa facture un rapport d'exécution qui contient au moins les informations suivantes :

- 1^o le planning détaillé des jours effectifs de prestation;

2° en cas de sous-traitance, l'identité du sous-traitant ainsi que ses dates de prestation;

3° le cas échéant, une distinction entre les prestations effectuées dans le cadre de la convention et celles qui sont en dehors de la convention;

4° la mention :

« Le montant deeuros, correspondant au chèque n° [numéro du chèque], sera acquitté par l'émetteur de chèque, ventilé entre une intervention publique de euros et une quote-part versée par le bénéficiaire de euros.

Le solde à payer s'élève donc à.... euros et correspond à..... (ex. : la TVA, les frais de déplacement,...) ».

Art. 14. Conformément au décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, dans le cadre du contrôle et du recouvrement prévu à la section 6 du chapitre 1^{er} du décret du 21 décembre 2016, le « Service public de Wallonie Economie, Emploi, Recherche » peut demander tout document utile prouvant que l'aide est utilisée aux fins pour lesquelles elle est accordée.

Art. 15. Le présent arrêté entre en vigueur le 8 avril 2019.

Namur, le 4 avril 2019.

P.-Y. JEHOLET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/202956]

4. APRIL 2019 — Ministerieller Erlass zur Teilausführung im Bereich der digitalen Transformation des Unternehmens des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio

Der Minister für Wirtschaft und Digitalisierung,

Aufgrund des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio, Artikel 1 § 3 Ziffern 1, 3 und 4, Artikel 2 Absatz 1, Artikel 6 § 1 Absatz 3 und § 2 Absätze 1 und 2 Ziffern 1 und 2, Artikel 7 § 1 Absatz 1 und § 2 Absätze 1 und 3 Ziffern 1 und 2, Artikel 9 § 1 Absatz 1 und § 2, Artikel 10 § 2 Absätze 1 und 2 und § 3 Absatz 1, Artikel 11, Artikel 12, Artikel 14 Absatz 1 Ziffern 1, 2, 3, 5 und 6 und Absatz 2, Artikel 37 und Artikel 38 Absatz 2;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio, Artikel 5, 6 und 20;

Aufgrund des Berichts vom 12. Dezember 2018, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der am 31. Januar 2019 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 15. März 2019 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 5. Februar 2019 beim Staatsrat eingereichten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb von 30 Tagen, in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In Erwägung der fehlenden Mitteilung dieses Gutachtens binnen derselben Frist;

Aufgrund von Artikel 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat,

Beschließt:

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Ministeriellen Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Dekret vom 21. Dezember 2016: das Dekret vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio;

2° Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio;

3° Internetplattform: die webbasierte Anwendung nach Artikel 1 § 1 Absatz 1 Ziffer 6 des Dekrets vom 21. Dezember 2016, die unter www.cheques-entreprises.be zugänglich ist;

4° Unternehmen: das Unternehmen im Sinne von Artikel 1 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 des Dekrets vom 21. Dezember 2016, das nicht zu den folgenden Sektoren gehört:

a) Fischerei und Aquakultur (NACE-BEL Code: 03);

b) Primärerzeugung von landwirtschaftlichen Erzeugnissen (NACE-BEL Code: 01.1 bis 01.5);

5° Projektträger: jede Person im Sinne von Artikel 1 § 1 Absatz 1 Ziffer 1 des Dekrets vom 21. Dezember 2016, die die in Artikel 3 des vorliegenden Erlasses genannten Bedingungen erfüllt, einschließlich der nebenberuflich Selbstständigen;

6° digitale Reife: das Niveau der Beherrschung und der Nutzung der digitalen Technologien durch das Unternehmen in den folgenden Bereichen, unter Ausschluss der Aspekte der externen Kommunikation sowie der Handels- und Marketinginstrumente:

a) Infrastrukturen: Technologien, Hardware;

b) interne Prozesse: Informationsflüsse und Produktionsverfahren;

c) Verwaltung der menschlichen Ressourcen: neue Formen der Arbeitsorganisation.

Art. 2 - Die aufgrund des vorliegenden Erlasses gewährten Beihilfen betreffen das integrierte Portfolio in Bezug auf die Schecks aus dem Themenfeld "Digitalisierung".

Art. 3 - Die Akten über Beihilfen aus dem integrierten Portfolio werden von jedem Bediensteten der Stufe A, B, C oder D im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes bearbeitet, der vom Generaldirektor des öffentlichen Dienstes der Wallonie "Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung" bestellt worden ist.

Die Entscheidung über die Zulässigkeit, die Auszahlung, die Kontrolle und die Beitreibung von Beihilfen aus dem integrierten Portfolio unterliegt der Zuständigkeit jedes Bediensteten der Stufe A im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, der vom Generaldirektor des öffentlichen Dienstes der Wallonie "Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung" bestellt worden ist.

Art. 4 - Bei der Einreichung enthält die Akte folgende Dokumente:

1° den aus der Plattform entstandenen Scheckantrag;

2° die aus der Plattform entstandene Vereinbarung zwischen dem Leistungsempfänger und dem Diensteanbieter. Letztere kann um für die beantragte Beihilfe spezifische Angaben ergänzt werden;

3° die De-minimis-Bescheinigung, die auf der Plattform heruntergeladen werden kann;

4° die KMU-Bescheinigung, die auf der Plattform heruntergeladen werden kann.

Beim Abschluss des Schecks enthält die Akte folgende Dokumente:

1° den aus der Plattform entstandenen Leistungsbericht. Letzterer kann um für die beantragte Beihilfe spezifische Angaben ergänzt werden;

2° die vom Diensteanbieter ausgestellte Rechnung.

Der von einem Projektträger eingereichte Antrag muss nicht die in § 1 Ziffern 3 und 4 genannten Dokumente enthalten.

Art. 5 - Ziel der Schecks aus dem Themenfeld "Digitalisierung" ist es, den Unternehmen zur digitalen Transformation zu verhelfen und ihre digitale Reife zu erhöhen, um ihre Wettbewerbsfähigkeit und Überlebenschancen zu verbessern, sowie die Mitberücksichtigung der Cybersicherheit innerhalb der Unternehmen zu begünstigen.

Die beihilfefähigen Kosten, die mit den Schecks aus dem Themenfeld "Digitalisierung" gedeckt werden, fallen unter den Pfeiler "Beratung" des elektronischen Portfolios des Unternehmens und betreffen:

1° die Erstellung eines Audits oder einer Diagnose, das/die als Untersuchung des Ist-Zustands und als Bedarfsanalyse zu verstehen ist;

2° die Betreuungsleistungen im Rahmen der Überwachung der Umsetzung eines Aktionsplans oder im Rahmen der Implementierung einer spezifischen Politik;

3° die Registrierung und das Abonnement für Coworking-Räume.

Die Kosten für die tatsächliche Durchführung und für die Umsetzung der Aktionspläne werden ausgeschlossen. Ebenfalls nicht beihilfefähig sind Rechnungen für wiederkehrende oder routinemäßige Leistungen, die von einem Diensteanbieter im Auftrag ein und desselben Leistungsempfängers erbracht wurden, auch wenn die verschiedenen Phasen einer selben Leistung Gegenstand getrennter Rechnungen sein dürfen.

Art. 6 - Die Schecks aus dem Themenfeld "Digitalisierung" lauten wie folgt:

1° der Scheck "digitale Reife";

2° der Scheck "Cybersicherheit";

3° der Scheck "Coworking".

Sie gelten den Projektträgern, was den Coworking-Scheck betrifft, und den Unternehmen, was alle drei Schecks aus dem Themenfeld angeht.

Art. 7 - Neben den in Artikel 1 Ziffer 5 ausgeschlossenen Sektoren sind für die in Artikel 6 Ziffern 1 und 2 genannten Schecks auch folgende Sektoren ausgeschlossen:

- 1° 61.10: Leitungsgebundene Telekommunikation;
- 2° 61.20: Drahtlose Telekommunikation;
- 3° 61.30: Satellitentelekommunikation;
- 4° 62.01: Programmierungstätigkeiten;
- 5° 62.02: Erbringung von Beratungsleistungen auf dem Gebiet der Informationstechnologie;
- 6° 62.03: Betrieb von Datenverarbeitungseinrichtungen für Dritte;
- 7° 62.09: Erbringung von sonstigen Dienstleistungen der Informationstechnologie.

Art. 8 - § 1. Der Prozentsatz der Beihilfe in Bezug auf die beihilfefähigen Kosten der Schecks "digitale Reife" und der Schecks "Cybersicherheit" entspricht fünfundsiebzig Prozent.

Der Prozentsatz der Beihilfe in Bezug auf die beihilfefähigen Kosten der Schecks "Coworking" entspricht achtzig Prozent.

§ 2. Der Gesamtbetrag der öffentlichen Beteiligung, die pro Leistungsempfänger über drei Jahre im Rahmen der digitalen Schecks gewährt wird, wird auf 80.000 Euro begrenzt.

Für die Schecks nach Artikel 6 Ziffer 1 beläuft sich der Höchstbetrag der öffentlichen Beteiligung pro Leistungsempfänger auf 60.000 Euro über drei Jahre.

Für die Schecks nach Artikel 6 Ziffer 2 beläuft sich der Höchstbetrag der öffentlichen Beteiligung pro Leistungsempfänger auf 60.000 Euro über drei Jahre.

Für den Scheck nach Artikel 6 Ziffer 3 beläuft sich der Höchstbetrag der öffentlichen Beteiligung pro Leistungsempfänger auf 5.000 Euro über drei Jahre.

§ 3. Die Dienstleistungen werden binnen zwölf Monaten ab der Zulässigkeit der Akte erbracht.

Art. 9 - In Übereinstimmung mit Artikel 10 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 und den Artikeln 12 bis 14 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 dürfen nur die Diensteanbieter, die vom öffentlichen Dienst der Wallonie "Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung" nach Stellungnahme des Referenzzentrums und ggf. eines spezifischen Beratungszentrums für die beihilfefähigen Kosten des digitalen Schecks zertifiziert wurden, die Beratungsleistungen dieses Schecks erbringen.

Im Rahmen des Schecks "Cybersicherheit" ist unter "spezifischen Beratungszentrums" das von der Digitalagentur ("Agence du Numérique") verwaltete Zentrum zu verstehen.

Im Rahmen des Schecks "Coworking" dürfen nur die Diensteanbieter, die dem Netz "Coworkingital Wallonia" angehören, Leistungen erbringen.

Ein Diensteanbieter darf keine Leistungen im Sinne des vorliegenden Erlasses für ein Unternehmen erbringen, in dessen Verwaltung oder Kontrolle er irgendeine Rolle spielt.

Art. 10 - Die mittels des Schecks "digitale Reife" beihilfefähigen Kosten sind solche in Bezug auf:

1° die Erstellung eines Audits oder einer Diagnose über die Bedürfnisse in Sachen Entwicklung der digitalen Reife des Unternehmens;

2° die Betreuungsleistungen betreffend die Überwachung der Umsetzung eines Aktionsplans zur Erfüllung der Bedürfnisse, die im Rahmen des Audits oder der Diagnose über die digitale Reife identifiziert wurden.

Im Rahmen eines Schecks, der sich ausschließlich auf Kosten nach Absatz 1 Ziffer 2 bezieht, umfasst die Antragsakte für den Scheck "digitale Reife" ergänzend zum Artikel 4 die Diagnose über die digitale Reife, sei diese im Rahmen der Regelung erstellt worden oder nicht.

Art. 11 - Die mittels des Schecks "Cybersicherheit" beihilfefähigen Kosten sind solche in Bezug auf:

1° die Erstellung eines Audits/einer Diagnose über den Cybersicherheitsstatus des Unternehmens bis zur Vorbereitung des Lastenhefts oder über eine Zertifizierung auf der Grundlage der bestehenden Verfahren in Sachen Cybersicherheit;

2° die Betreuungsleistungen betreffend die Überwachung der Implementierung von Cybersicherheitsmaßnahmen zur Erfüllung der Bedürfnisse, die im Rahmen des Audits oder der Diagnose über die Cybersicherheit identifiziert wurden.

Im Rahmen eines Schecks, der sich ausschließlich auf Kosten nach Absatz 1 Ziffer 2 bezieht, umfasst die Antragsakte für den Scheck "Cybersicherheit" ergänzend zum Artikel 4 die Diagnose über die digitale Reife, sei diese im Rahmen der Regelung erstellt worden oder nicht.

Art. 12 - Die Kosten, die mittels des Schecks "Coworking" beihilfefähig sind, sind solche in Bezug auf die Übernahme der Registrierung und des Abonnements, für eine Dauer von minimal drei Monaten und maximal einem Jahr, für Coworking-Räume auf dem wallonischen Gebiet während der Gründungs- und Anlaufphase des Unternehmens.

Art. 13 - Im Rahmen des digitalen Schecks fügt der Diensteanbieter seiner Rechnung neben den in Artikel 20 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 verlangten Mindestangaben einen Bericht über die Erbringung der Dienstleistung bei, der mindestens die folgenden Informationen enthält:

- 1° den detaillierten Zeitplan der tatsächlich geleisteten Tage;

2° im Falle der Vergabe an einen Subunternehmer, die Kontaktdaten des Subunternehmers sowie die von ihm geleisteten Tage;

3° gegebenenfalls eine Unterscheidung zwischen den Leistungen, die im Rahmen der Vereinbarung erbracht wurden und denjenigen, die nicht unter die Vereinbarung fallen;

4° den Hinweis:

“Der Betrag von.... Euro, welcher dem Scheck mit Nr. [Nummer des Schecks] entspricht, wird vom Scheckaussteller entrichtet werden, wobei sich dieser Betrag aus einer öffentlichen Beteiligung von.... Euro und einem vom Leistungsempfänger überwiesenen Anteil von.... Euro zusammensetzt.

Der zu zahlende Restbetrag beläuft sich demnach auf.... Euro und entspricht..... (etwa MwSt., Fahrtkosten,...).”.

Art. 14 - In Übereinstimmung mit dem Dekret vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten kann der öffentliche Dienst der Wallonie “Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung” im Rahmen der Kontrolle und Beitreibung nach Kapitel 1 Abschnitt 6 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 jedes nützliche Dokument zum Nachweis dafür verlangen, dass die Beihilfe zu den Zwecken verwendet wird, für die sie gewährt worden ist.

Art. 15 - Der vorliegende Erlass tritt am 8. April 2019 in Kraft.

Namur, den 4. April 2019

P.-Y. JEHOLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/202956]

4 APRIL 2019. — Ministerieel besluit houdende gedeeltelijke uitvoering, inzake de digitale omslag van bedrijven, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3, 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende tot de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portfolio

De Minister van Economie en Digitale Technologieën,

Gelet op het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende tot de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portfolio, de artikelen 1, § 3, 1°, 3° en 4°, 2, lid 1, 6, § 1, lid 3, en § 2, leden 1 en 2, 1° en 2°, 7, § 1, lid 1, en § 2, leden 1 en 3, 1° en 2°, 9, § 1, lid 1, en § 2, 10, § 2, leden 1 en 2, en § 3, lid 1, 11, 12, 14, leden 1, 1°, 2°, 3°, 5° en 6°, en 2, 37 en 38, lid 2;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende tot de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille, de artikelen 5, 6 en 20;

Gelet op het verslag van 12 december 2018 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 31 januari 2019;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 15 maart 2019;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van 30 dagen, gericht aan de Raad van State op 5 februari 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het uitblijven van advies binnen deze termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, lid 2, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit ministerieel besluit wordt verstaan onder:

1° het decreet van 21 december 2016: het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende tot de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portfolio;

2° besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017: besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende tot de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portfolio;

3° webplatform: web-applicatie, bedoeld in artikel 1, § 1, lid 1, 6°, van het decreet van 21 december 2016, toegankelijk via het adres www.cheques-entreprises.be;

4° onderneming: de onderneming omschreven in artikel 1, § 1, 2°, van het decreet van 21 december 2016 en die niet onder volgende sectoren valt:

a) de sector visvangst en aquacultuur (NACE-BEL-code : 03.);

b) de sector primaire productie van landbouwproducten (NACE-BEL-code : 01.1 tot 01.5);

5° projectontwikkelaar: ieder persoon, zoals omschreven in artikel 1, § 1, lid 1, 1°, van het decreet van 21 december 2016, die de voorwaarden in acht neemt, bedoeld in artikel 3 van dit besluit, met inbegrip van de zelfstandigen in bijberoep;

6° digitale rijpheid: de mate van beheersing en gebruik van digitale technologieën door de ondernemingen op volgende vlakken, onder uitsluiting van de aspecten externe communicatie, marketingtools en commerciële tools:

- a) infrastructuren : technologieën, hardware;
- b) interne processen: informatiestromen en productieprocessen;
- c) human-resourcesbeheer: nieuwe vormen van arbeidsorganisatie.

Art. 2. De steun toegekend krachtens dit besluit heeft betrekking op de geïntegreerde portfolio betreffende de thematiek "digitale technologieën".

Art. 3. De dossiers betreffende de steun van de geïntegreerde portfolio worden behandeld door elk personeelslid van niveau A, B, C of D zoals omschreven in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, aangewezen door de Directeur-Generaal van de Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling, Onderzoek.

De beslissing tot ontvankelijkheid, betaling, controle en inning van de steun van de geïntegreerde portfolio valt onder ieder personeelslid van niveau A zoals omschreven in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, aangewezen door de Directeur-Generaal van de Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling, Onderzoek.

Art. 4. Bij de indiening moet het dossier volgende documenten bevatten:

- 1° de cheque-aanvraag tot stand gekomen via het platform;
- 2° de overeenkomst tussen de gerechtigde en de dienstverstrekker tot stand gekomen via het platform. De overeenkomst kan aangevuld worden met steunspecifieke elementen;
- 3° het de minimis-attest, downloadbaar op het platform;
- 4° het kmo-attest, downloadbaar op het platform.

Bij afsluiten van de cheque bevat het dossier volgende documenten:

- 1° het dienstverleningsrapport tot stand gekomen via het platform. Dit rapport kan aangevuld worden met steunspecifieke elementen;
- 2° de factuur uitgaande van de dienstverlener.

De aanvraag ingediend door een projectontwikkelaar moet de documenten bedoeld in § 1, 3° en 4°, niet bevatten.

Art. 5. De cheques van de thematiek "digitale technologieën" strekken ertoe, bij te dragen tot de digitale omslag van de ondernemingen en tot het bereiken van een hogere digitale rijpheid met het oog op een sterkere competitiviteit en een langere levensduur, evenals op een betere inbedding van de cyberveiligheid in Waalse ondernemingen.

De in aanmerking komende kosten gedekt door de cheque "digitale technologieën" vallen onder de pijler "adviesverlening" van de elektronische portfolio en hebben betrekking op:

- 1° het uitvoeren van een audit of een diagnose, opgevat in de zin van een onderzoek van de huidige toestand en de behoeftenanalyse;
- 2° de dienstverleningen inzake begeleiding bij de opvolging van de uitvoering van een actieplan of bij de invoering van een specifiek beleid;
- 3° de inschrijving en het abonnement op coworkingruimte.

Uitgesloten worden de kosten voor de daadwerkelijke uitrol van de actieplannen. Insgelijks komen de factureringen van wederkerende of routinematige dienstverleningen door één dienstverlener in opdracht van één gerechtigde, zelfs indien de afzonderlijke facturering van de verschillende fases van éénzelfde dienstverlening toegelaten zijn, niet in aanmerking.

Art. 6. De cheques van de thematiek "digitale technologieën" zijn de volgende:

- 1° de cheque "digitale rijpheid";
- 2° de cheque "cyberveiligheid";
- 3° de cheque "coworking".

Zij zijn toegankelijk voor de projectontwikkelaars wat betreft de cheque coworking en de ondernemingen voor de drie cheques van deze thematiek.

Art. 7. Naast de sectoren uitgesloten in artikel 1, 4°, worden ook uitgesloten, voor de cheques bedoeld in artikel 6, 1° en 2°, de volgende bedoelde sectoren:

- 1° 61.10 draadgebonden telecommunicatie;
- 2° 61.20 draadloze telecommunicatie;
- 3° 61.30 : Telecommunicatie via satelliet;
- 4° 62.01 : Programmeren van computerprogramma's;
- 5° 62.02 Computerconsultancy;
- 6° 62.03 Beheer van computerfaciliteiten;
- 7° 62.09 Overige diensten op het gebied van informatica.

Art. 8. § 1. Het percentage steun betreffende de in aanmerking komende kosten van de cheques "digitale rijpheid" en de cheques "cyberveiligheid" is 75 t.h.

Het percentage van de steun betreffende de in aanmerking komende kosten van de cheques "coworking" bedraagt 80 t.h.

§ 2. Het totaalbedrag van de overheidstegemoetkoming verleend per gerechtigde over drie jaar in het kader van de digitale cheques wordt beperkt tot 80.000 euro.

Voor de cheques bedoeld in artikel 6, 1°, bedraagt het maximumbedrag van de overheidstegemoetkoming per gerechtigde 60.000 euro over drie jaar.

Voor de cheques bedoeld in artikel 6, 2°, bedraagt het maximumbedrag van de overheidstegemoetkoming per gerechtigde 60.000 euro over drie jaar.

Voor de cheques bedoeld in artikel 6, 3°, bedraagt het maximumbedrag van de overheidstegemoetkoming per gerechtigde 5.000 euro over drie jaar.

§ 3. De dienstverleningen moeten binnen de twaalf maanden na de ontvankelijkheid van het dossier uitgevoerd worden.

Art. 9. Enkel de dienstverleners gelabeld door de Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling, Onderzoek na advies van het referentiecentrum en in voorkomend geval van een specifiek adviesverlenend centrum voor de in aanmerking komende kosten van de digitale cheque, overeenkomstig artikel 10 van het decreet van 21 december 2016 en de artikelen 12 tot 14 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017, mogen de aan deze cheque gebonden adviesverlenende prestaties.

In het kader van de cheque "cyberveiligheid" wordt het specifiek adviesverlenend centrum verstaan als het centrum beheerd door het Agentschap Digitale Technologieën.

In het kader van de cheque voor coworking kunnen enkel de dienstverleners die deel uitmaken van het netwerk "CoWorking Digital Wallonia" dienstverleningen uitvoeren.

Een dienstverlener mag geen prestatie bedoeld bij dit besluit verrichten voor een onderneming waarin hij op enigerlei wijze in het beheer en/of de controle betrokken is.

Art. 10. De types in aanmerking komende kosten via de cheque digitale rijpheid betreffen kosten voor:

1° het verwezenlijken van een audit of een diagnose met betrekking tot de behoeften in termen van de ontwikkeling van de digitale rijpheid van de onderneming;

2° de begeleidende dienstverleningen met het oog op de opvolging van de uitvoering van een actieplan om de behoeften in te vullen, die naar voren zijn getreden in het kader van de audit of de diagnose digitale rijpheid.

In het kader van een cheque uitsluitend vallend onder de kosten opgenomen in lid 1, 2°, ter aanvulling van artikel 4, omvat het aanvraagdossier voor de cheque "digitale rijpheid" de diagnose digitale rijpheid al dan niet uitgevoerd binnen deze regeling.

Art. 11. De types in aanmerking komende kosten via de cheque cyberveiligheid betreffen kosten voor:

1° het verwezenlijken van een audit/diagnose met betrekking tot de situatie van de onderneming in termen van cyberveiligheid tot en met de voorbereiding van het bestek of met betrekking tot de labeling gegrond op de bestaande processen inzake cyberveiligheid;

2° de begeleidende dienstverleningen met het oog op de opvolging van de invoering van een cyberveiligheidsbeleid om de behoeften in te vullen, die naar voren zijn getreden in het kader van de audit of de diagnose cyberveiligheid.

In het kader van een cheque uitsluitend vallend onder de kosten opgenomen in lid 1, 2°, ter aanvulling van artikel 4, omvat het aanvraagdossier voor de cheque "cyberveiligheid" de diagnose digitale rijpheid al dan niet uitgevoerd binnen deze regeling.

Art. 12. De types in aanmerking komende kosten via de cheque "coworking" zijn de kosten voor de overname van de inschrijving en het abonnement voor een minimumduur van drie maanden en een maximumduur van drie jaar op de coworkingruimtes gevestigd op Waals grondgebied tijdens de fase van oprichting en lancering van de onderneming.

Art. 13. In het kader van de digitale cheque voegt de dienstverlener, naast de minimumgegevens gevraagd in artikel 20 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017, bij zijn factuur een uitvoeringsverslag waarin minstens volgende informatie voorkomt:

1° de omstandige planning van de effectieve prestatiedagen;

2° bij onderaanneming, de identiteit van de onderaannemer en zijn prestatiedatums;

3° in voorkomend geval, een onderscheid tussen de prestaties verricht in het kader van de overeenkomst en de prestaties die buiten de overeenkomst vallen;

4° volgende verwoording:

"Het bedrag van... euro, beantwoordend aan cheque nr. [chequenummer], wordt vereffend door de emittent van de cheque uitgegeven, opgedeeld tussen een overheidstegemoetkoming van... euro, en een aandeel van... euro gestort door de gerechtigde.

Het te betalen saldo bedraagt dus... euro en beantwoordt aan... (bv.: BTW, reiskosten...)".

Art. 14. Overeenkomstig het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de rapportage van de Waalse overheidsbestuursseenheden, in het kader van de controle en de inning bedoeld in afdeling 6 van hoofdstuk 1 van het decreet van 21 december 2016 kan de Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling, Onderzoek elk nuttig stuk opvragen waaruit blijkt dat de steun aangewend wordt voor de doeleinden waarvoor hij is toegekend.

Art. 15. Dit besluit treedt in werking op 8 april 2019.

Namen, 4 april 2019.